

RETOUR AU CHILI

Santiago, 12 janvier 1986. Après 12 années d'exil, jour pour jour, je touche le sol chilien. Là, toutes mes émotions, longtemps retenues, jaillissent sous le soleil aveuglant de l'été austral. Une joie énorme m'enveloppe, qui ne réussit pas à cacher ma crainte.

Découvrir un visage connu parmi les gens qui attendent à l'aéroport n'est pas facile, ce qui n'aide aucunement à mon état d'esprit. Ce n'est qu'au moment de présenter nos papiers au fonctionnaire de la Police internationale que j'aperçois Juan Carlos, ami toujours proche malgré le temps et la distance; il me rassure avec de grands gestes, voulant sans doute m'indiquer que tout est en ordre. Cependant, l'officier ne l'entend pas ainsi. Il exige, pour que ma fille Andrea entre au pays, une autorisation écrite de son père. Loi chilienne oblige! Sa citoyenneté canadienne ne l'impressionne point, encore moins la présence de sa mère, pourtant seule responsable légale. Finalement, il émet le visa de séjour. Première confrontation bureaucratique avec l'autorité.

La rencontre avec ma famille est émouvante: ma mère, de ses yeux tristes de toujours, pleure dans mes bras sans rien dire. Je m'étais promis de ne pas flancher et pourtant, ce corps collé au mien brise toutes mes stupides barrières et je laisse couler mes larmes doucement, sans gêne. Comment ne pas m'émouvoir en embrassant mon père après ces 12 siècles? On dirait au Québec qu'il a pris un «coup de vieux». Mon vieux. À peine 60 ans.

Je veux revoir mes anciennes amies restées au Chili et quelques compagnes d'exil rencontrées au Québec, au Vénézuéla ou ailleurs, que je sais revenues ici. Tâche difficile, car j'arrive au milieu des vacances. Après de nombreux téléphones et messages, je réussis à les rejoindre. Nous échangeons nos impressions, nos expériences, nos rires, nos larmes. Peu à peu, je me rends compte que celles qui se montrent les plus réceptives à mon désir de revenir au pays sont celles qui, comme moi, ont vécu à l'étranger. Les autres me suggèrent d'oublier le Chili, que «c'est pas la peine, tiens bon là-bas, c'est mieux, beaucoup mieux...»

Pourtant, je sens que j'appartiens à cette culture et que j'en partage les codes. Je suis une latino-américaine, pour le meilleur et pour le pire, avec ce quelque chose qui n'appartient qu'à nous et

CARMEN TORRES



Journée internationale des femmes



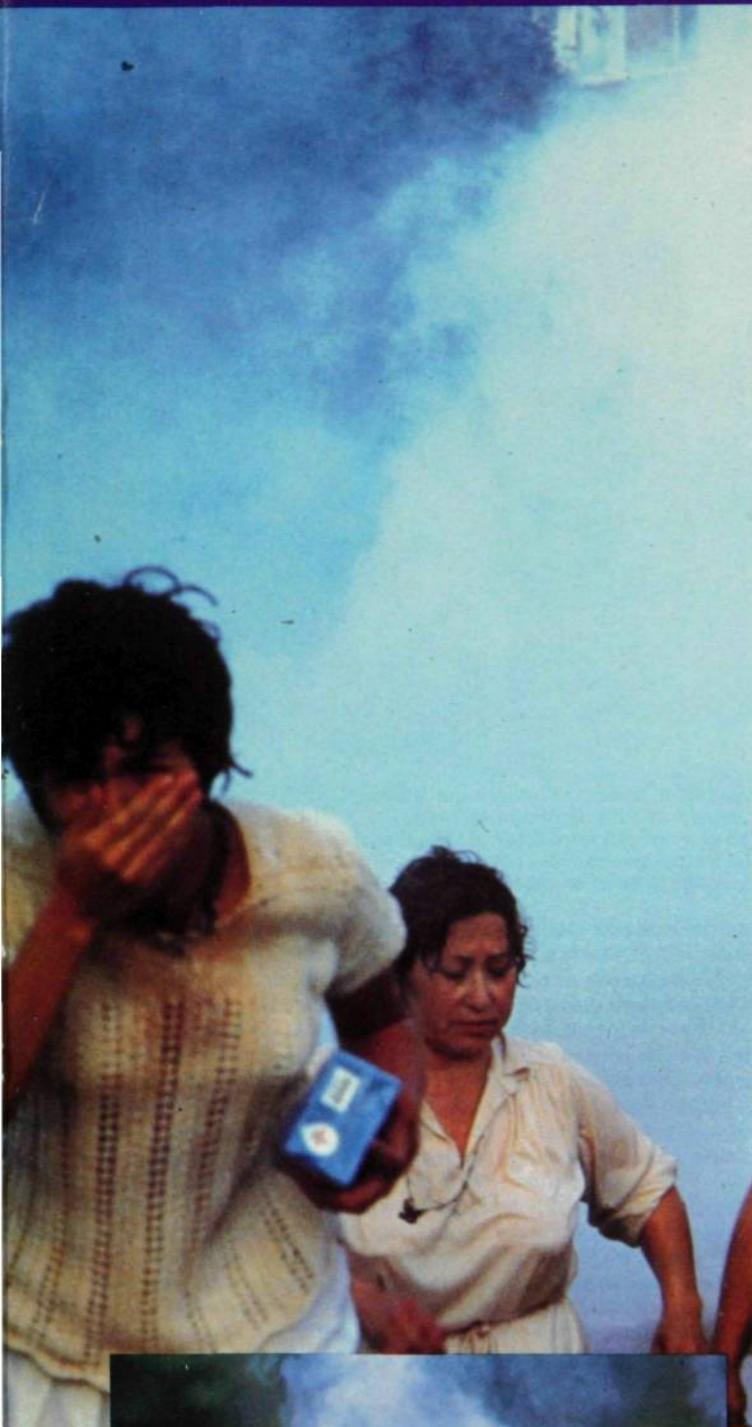


PHOTO: PONO PRESSE

De Cuba, d'Europe, du Québec, elles rentrent dans leur pays sous la coupe de Pinochet. Ce sont les *retornadas*.



que j'avais cru perdre pendant toutes ces années loin de chez moi. Je ne suis pas venue en quête du passé, mais ces gestes, ces visages que je croise à chaque pas, à chaque coin de rue, me rappellent mon histoire.

Santiago n'a jamais été aussi propre. En façade, elle présente la mode européenne dernier cri. Derrière, elle camoufle quantité de vendeurs ambulants et de mendiants, et lorsque je vois cette jeune femme me demander de l'argent, avec un bébé dans les bras et un autre qui pleure à ses côtés, je ne sais vraiment pas quoi faire. Mon premier geste est de lui en donner, pour me dire aussitôt: «Mais à quoi ça sert? Je ne résouds rien ainsi.» Pourtant elle est là, attendant avec ses grands yeux implorants, et je ne peux pas lui refuser ce qu'elle me demande.

Un régime en faillite

J'ai quitté le Chili le 11 janvier 1974. Quatre mois auparavant, Salvador Allende, le président démocratiquement élu le 4 septembre 1970, était renversé par un coup d'État. Ce complot des militaires chiliens, appuyé pas la CIA, comme le Sénat des États-Unis devait le prouver quelques années plus tard, avait provoqué, avec la mort d'Allende, celle de la «voie chilienne au socialisme». Dès lors, syndicalistes, militant-e-s politiques, journalistes, étudiant-e-s et ouvrier-e-s étaient persécuté-e-s, emprisonné-e-s, torturé-e-s. L'exil s'amorçait.

Journaliste travaillant pour une station de radio de gauche, j'étais arrêtée, avec mon compagnon et deux autres personnes, dès le 11 septembre. Relâchée, je me trouvais sans emploi et trop «marquée» pour retravailler où que ce soit. Aux yeux des militaires, nous étions tous des communistes. Avec mon compagnon, détenu pendant un mois, je décidais de partir. Grâce à beaucoup de contacts, on nous offrait de nous réfugier au consulat canadien. En décembre 1973, nous étions là avec 52 personnes. Deux mois plus tard, nous étions «installés» à Montréal, que des amis réfugiés chiliens nous avaient décrit comme «une merveille»...

Du Québec, depuis, j'ai suivi la réalité chilienne à travers les récits des personnes qui avaient pu y retourner ou à travers la presse. Je me doutais bien que mon pays aurait évolué au-delà de mon imagination, mais je suis quand même étonnée. Malgré une ré-

pression encore omniprésente, tout le monde parle ouvertement de la situation économique, politique et sociale. L'effervescence populaire est contagieuse. Je ne peux y rester étrangère, elle me gagne.

Les gens sont politisés, certes, mais comment faire autrement dans ce pays? Après l'illusion du boom économique de 1979 à 1981, la faillite industrielle et bancaire met fin aux rêves des *Chicago boys*. Ce groupe d'économistes chiliens néolibéraux a voulu importer, sans succès, le modèle de Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976: un modèle capitaliste dur, qui profite au marché mais accroît le chômage et nuit aux plus démunis. Résultat: sa dette extérieure de 20 milliards \$ fait du Chili le pays le plus endetté per capita en Amérique latine.

Ceux qui ont appuyé et applaudi le coup d'État de 1973 constatent que leurs ambitions s'envolent. La classe moyenne se sent trahie. Déçue, elle questionne maintenant la Junte militaire.

Pour d'autres, la faillite économique n'est que la pointe de l'iceberg. Ce qui est sous-jacent est plus grave encore: c'est que pour maintenir son pouvoir, le régime a dû accentuer et institutionnaliser la pratique de la terreur. La répression déchaînée et sans discernement qui a suivi le coup d'État est devenue, au fil des ans, un élément de la vie quotidienne. C'est au Chili qu'on a imaginé, en premier lieu, les «disparitions», crime imité plus tard par d'autres dictatures dans tout le continent. Au début, la méthode a été très efficace car la peur s'empara de la plupart des Chiliens. Mais combien de temps cela pouvait-il durer? Les manifestations publiques ont éclaté en 1983. Les partis de gauche, les étudiants, les syndicats exigent depuis le départ du Capitaine General Augusto Pinochet, préalable nécessaire au retour à la démocratie et à l'assainissement de l'économie.

L'opposition date cependant de 1974, 1975. Bien sûr, peu de gens ont osé à l'époque dépasser la peur, sauf ceux ou celles dont le père, ou l'épouse, ou la soeur, ou les fils, étaient torturés, trouvés morts ou portés disparus. Ce petit groupe a créé l'Association des parents des disparus, composée majoritairement de femmes. Confrontées aux mille problèmes quotidiens, elles ont dû apprendre à s'organiser pour faire valoir leurs demandes. Encore aujourd'hui, elles ne veulent rien de théoriquement impossible. Tout simplement savoir ce qui est advenu de leurs proches disparus. Elles demandent de les revoir une dernière fois, peut-être. Elles demandent de les enterrer elles-mêmes. Rien de plus.

Depuis 12 ans, ces femmes présentent aux autorités des centaines de dossiers sur des personnes disparues. Elles se butent toujours au silence complice de la justice chilienne ou à des procès bidons. Malgré cela, elles continuent à dénoncer les disparitions, les tortures, les assassinats et, récemment, les cas des brûlés. Un exemple marquant: celui des veuves des trois professionnels égorgés en mars 1985. Arrêtées vingt fois, arrosées avec de l'eau polluée, elles reviennent chaque vendredi devant le palais présidentiel avec leurs pancartes pour demander justice.

Comment rester indifférente devant ces femmes qui ont inventé leur propre forme de résistance? Elles sont au cœur de mes conversations avec mes amies *retornadas*, ces Chiliennes qui ont mis fin à leur exil et sont rentrées au Chili. Ces amies n'ont pas toute la même histoire.

Redevenir Chiliennes

C'est Isabel¹ qui est revenue la première au Chili. En exil, elle vivait surtout à Cuba, mais son travail de correspondante de presse la menait dans divers pays d'Amérique latine et d'Europe. À Cuba, elle n'avait pas «les angoisses matérielles propres aux pays du Tiers monde, encore moins les angoisses existentielles» et pourtant elle n'avait pas d'autre rêve que de retourner dans son pays. En 1983, le régime militaire l'autorisait à rentrer. «Apprendre la nouvelle et revenir ne faisaient qu'un, dit Isabel. Je voulais être



Les mères des disparu-e-s

actrice et observatrice de ce qui se passait au Chili, un intérêt personnel et un souci professionnel.»

Marcela aussi est rentrée en 1983. En 1974, elle avait été arrêtée avec son mari, militant du Mouvement de gauche révolutionnaire (MIR) et dirigeant du mouvement étudiant. Après quatre mois de prison, elle était expulsée du pays. Psychologiquement très marquée, Marcela partait pour la France avec sa fillette, laissant au Chili son mari porté disparu. Son intégration en France a été difficile, non seulement parce qu'elle n'avait pas choisi ce pays et connaissait à peine la langue, mais surtout parce qu'elle n'avait pas de nouvelles de son compagnon. Travaillant comme secrétaire à Paris, elle a reçu l'autorisation de revenir en 1983. Sa décision était déjà prise. «Rationnellement, je sais que beaucoup d'éléments font penser que les disparus sont morts, n'est-ce pas? Mais c'est difficile de l'accepter puisque je n'ai pas vu son corps, raconte-t-elle. Je me dis des fois: oui, il est mort, mais surgit toujours l'espoir de penser qu'il est encore vivant, quelque part.»

L'histoire de Monica et de Cristina est différente. Toutes les deux, avec leurs maris, ont émigré au Québec en 1974. Elles ne subissaient pas une persécution directe, mais l'atmosphère chilienne était devenue irrespirable après le coup d'État. Au Québec, Monica a travaillé, pour la première fois hors de chez elle, dans une manufacture de vêtements. Sa vie, avec sa famille, se déroulait sans grands problèmes et pourtant... elle est revenue au Chili en 1984. Pourquoi? «Nous avons toujours eu comme objectif le retour. Je crois qu'on cherchait notre monde, nos gens, notre propre identité. C'est émotionnel peut-être, mais en fin de compte nous devons vivre quelque part et tout laisse croire que ce monde auquel nous appartenons, c'est ici.» La décision ne fut pas facile, cependant, car sa fille aînée, âgée de 16 ans, n'a pas voulu les suivre. «Je comprends sa décision, si douloureuse soit-elle, dit Monica. Elle est très mûre et nous n'avons pu que l'encourager, même si cela nous fait mal.»

Cristina, médecin, a ses trois enfants au Québec. Après avoir obtenu une maîtrise en Santé communautaire, elle travaillait à temps partiel en tant qu'assistante de recherche dans un hôpital montréalais. Bien qu'elle y perde au plan professionnel et économique, elle a décidé de rentrer au pays. «Le temps passait, les enfants grandissaient et la situation chilienne ne changeait guère. Dans ce contexte, tôt ou tard, il nous fallait prendre une résolution. Nous l'avons prise en 1985.»



«Nous, nous avons les mains propres»,
crient les manifestantes du 7 mars.
Le gars avec la boîte vend des sachets de
gros sel: «sniffé» préventivement, le sel
absorbe les gaz lacrymogènes.

La réadaptation à la société chilienne n'a pas été facile pour autant. Toutes les quatre ont évolué, en exil, et le Chili qu'elles ont retrouvé n'est plus le même. «À vrai dire, cela m'a pris un an avant de redevenir chilienne. De l'étranger, je comprenais mal des dissensions entre les partis d'opposition chiliens: à mon avis, elles ne faisaient que retarder la fin du régime», dit Isabel². Maintenant, elle voit mieux la complexité de la situation. L'unité de l'opposition n'est pas la seule donnée du problème. Il faut tenir compte du rôle des États-Unis et du remue-ménage des Forces armées chiliennes. «Comprendre l'enjeu et me faire une opinion m'a pris un an.»

Marcela aussi constate le changement: «Les gens d'ici ont évolué sous la dictature, sous la répression.» Il lui est difficile d'accepter la mentalité encore très patriarcale de la société chilienne: «Les gens comprennent mal pourquoi je n'ai pas une relation stable, une famille quoi, même si j'ai maintenant un copain.»

Pour Monica, «il faut se préparer psychologiquement car les tensions sont quotidiennes.» Elle ne regrette pas d'avoir laissé les avantages sociaux et matériels du Canada mais aimerait «que les Chiliens ne puissent jouir de ces garanties.»

Christina n'a pas encore trouvé le sentiment d'appartenance qu'elle cherchait: «J'ai des difficultés parce qu'entre mon changement et celui de mon pays il y a un décalage difficile à rattraper. De façon générale, ajoute-t-elle, cette société a des rapports sociaux très hiérarchiques, autoritaires, et les rapports hommes-femmes n'y échappent pas.»

Elles sont pleinement d'accord sur le courage des femmes chiliennes à défier la répression malgré la peur. «Même si individuellement les femmes n'ont pas pris le dessus, elles peuvent en tant que groupe, dit Cristina, peser d'un bon poids dans la recherche de la démocratie au Chili. Elle précise: un mouvement féministe, en Amérique latine, ne peut oublier les problèmes qui atteignent tout le monde. Je pense qu'il ne faut pas pour autant diluer les droits des femmes dans les revendications politiques. Les deux sont essentiels, mais c'est aux femmes de défendre leurs droits.»

L'optimisme des femmes

Au Chili, en cet «été» 1986, il existe une dizaine de groupes de femmes importants qui soutiennent que la démocratie est une tâche prioritaire, les droits des femmes s'inscrivant dans une lutte

sociale globale. Seul groupe dissident, le Mouvement féministe, né récemment, souligne la prédominance des droits des femmes dans la lutte sociale. Sa consigne: «Le féminisme, c'est la démocratie.»

Ces deux courants travaillent en complémentarité, malgré leurs différences, chapeautés par la coalition Femmes pour la vie, la seule organisation d'opposition qui soit unitaire: elle rassemble tous les groupes de femmes chiliens.

Le soir du 7 mars, à l'appel de Femmes pour la vie, les Chiliennes sortent dans les rues de Santiago pour célébrer la Journée internationale des femmes. Cinq colonnes doivent converger vers le parc Forestal, près du centre-ville. Deux d'entre elles réussissent à le faire. Les militaires, aux visages peints comme à la guerre, et la police dispersent les autres manifestantes. Les femmes voulaient une célébration tranquille, sans présence masculine. Elles sont bousculées par ces hommes qui ne voient là qu'une provocation politique.

Le 20 mars, la coalition organise la Journée pour la démocratie, appuyée par une dizaine d'organisations d'opposition. Des centaines de femmes, d'étudiant-e-s de travailleur-euse-s et de professionnel-le-s organisent dans leurs lieux de travail ou d'étude un vote pour choisir entre dictature et liberté. Vers 13 heures, les gens se rassemblent devant la Bibliothèque nationale, sur la principale artère de la capitale. Isabel et moi y sommes. Des *carabineros* (policiers) et des agents de la CNI (police secrète) sont déjà là. La bagarre commence. Les manifestant-e-s sont arrosé-e-s avec des jets d'eau, des gaz lacrymogènes et la dernière trouvaille du régime: des gaz laxatifs, qui provoquent des mouvements incontrôlables des intestins. Deux heures plus tard, le bilan est dressé. Plus de 200 arrestations, un blessé grave, qui a reçu du gaz laxatif dans les yeux. Isabel me dit que ces choses-là sont monnaie courante.

Toutes les actions organisées par les femmes sont admirées et encouragées par les hommes de gauche, qui reconnaissent qu'elles ont percé une brèche importante dans l'armure du régime. Il reste à savoir s'ils s'en souviendront lorsque la démocratie reviendra au Chili. Car il est évident que ces femmes ne retourneront pas docilement à leur cuisine. Il est aussi évident, pour elles, que la démocratie sera bientôt reconquise. Elles voient l'avenir politique du pays avec un optimisme qui, à la fin, ne m'étonne plus.

Mon retour à Montréal ne sera pas facile. En prendre la décision non plus. Revenir au Chili me donnerait-il ce que le Québec ne pourra jamais m'offrir? Ou est-ce moi qui rejette toute intégration à ce pays qui nous a accueilli-e-s avec tant de chaleur et de solidarité? Pourtant, pour la première fois en 12 ans, je me sens en paix. J'ai vu, j'ai parlé, j'ai écouté. J'aime mon pays, mais surtout j'aime ces gens qui, encore aujourd'hui, luttent pour vivre en liberté.

Dans l'avion qui me ramène à Montréal à la fin mars, je repense à mes 12 années d'exil: j'ai eu des joies, certes, mais combien de solitude et de projets inachevés. Le Québec m'a donné quelques amis très chers et une fille qui ne veut plus quitter son pays de naissance. Andrea ne vivra pas au Chili. Comme quoi l'histoire des exilées peut se répéter sans fin...

1. Pour éviter des représailles, les prénoms ont été changés en raison de l'État de siège déclaré le 8 septembre dernier, au lendemain de l'attentat manqué contre le général Augusto Pinochet.

2. À l'heure actuelle, il y a deux coalitions d'opposition. L'Alliance démocratique (AD) regroupe la Démocratie-Chrétienne, des partis de droite et une faction du Parti socialiste. En face, le Mouvement démocratique populaire (MDP) réunit tous les partis de gauche: les socialistes, les communistes, le MIR et des chrétiens progressistes. Ces deux coalitions, bien qu'elles soient d'accord sur l'objectif final, déloger Pinochet, ne le sont pas quant aux moyens. L'AD mise sur le dialogue. Le MDP aussi, mais considère comme plus efficaces la mobilisation et la lutte populaires.